

L'hon. M. Pickersgill: Je serais heureux de le faire dès maintenant, monsieur le président, si les députés voulaient bien m'accorder encore cinq minutes.

M. Grégoire: Monsieur le président, je ne crois pas que ce serait bien pour l'étude des crédits. Cela voudrait dire que nous devrions recommencer tout ce débat durant l'examen des autres postes. Il serait mieux de laisser de côté les questions qui ont été posées et pour lesquelles il nous faut simplement les réponses.

L'hon. M. McIlraith: Monsieur le président, on m'a posé une question il y a quelques instants. Tous les députés reconnaissent qu'il faudrait trouver un moyen d'examiner complètement tous les articles durant la présente année financière. Voilà deux semaines et un jour que nous étudions les prévisions budgétaires d'une année presque entièrement écoulée et nous n'avons réussi jusqu'ici qu'à adopter les crédits d'un seul ministère. Il nous reste les crédits de 25 autres ministères à adopter. J'ose croire que nous trouverons un moyen pratique de faire adopter le budget des dépenses de 1965-1966 par le comité, étant donné surtout que les prévisions de l'an prochain ont été déposées à la Chambre . . .

L'hon. M. Starr: Cela n'a rien à voir avec la question.

L'hon. M. McIlraith: . . . que les comités permanents ont été institués et que nous avons un nouveau Règlement, ce qui veut dire que ces prévisions budgétaires seront déferées aux comités permanents. Je crois que nous pourrions ainsi obtenir plus facilement des renseignements au sujet de l'activité des ministères. Je me demande s'il n'y aurait pas moyen de nous entendre au comité pour accélérer les travaux, tout en permettant aux députés d'obtenir les renseignements désirés au sujet des divers ministères.

L'hon. M. Starr: Monsieur le président, au sujet du point soulevé par le leader du gouvernement à la Chambre, les membres de mon parti ont cessé de commenter le premier crédit de ces prévisions budgétaires il y a déjà deux heures, ou peut-être même deux heures et demie, dans l'espoir que le premier crédit serait adopté et que nous pourrions alors interroger le ministre sur les crédits subséquents.

Toutefois, je ne vois pas l'utilité de poursuivre et d'essayer de nous montrer conciliants quand c'est le ministre lui-même qui occupe la moitié du temps dans la totalité

[M. Knowles.]

du débat. Il vient de mettre fin à un discours d'une heure, et c'était l'une des 34 ou 35 fois qu'il a pris la parole. Je ne crois pas que ce soit nécessaire. Je sais qu'il a fait un très joli discours, mais il aurait dû prononcer ce discours dès le début de l'étude de ses prévisions budgétaires, et cette méthode aurait servi à éliminer une grande partie des discours qui sont devenus nécessaires. C'est ce que je veux faire ressortir. Vous pouvez obtenir la collaboration de l'opposition si vous n'essayez pas de discuter vos propres prévisions jusqu'à épuisement du temps.

L'hon. M. McIlraith: J'ai fait faire un relevé de ceux qui, à venir jusqu'à midi aujourd'hui, avaient pris la parole au sujet de ces crédits. Même si j'ai pu trouver que certains parlaient trop longuement et d'autres trop brièvement, je ne crois pas que cela doive intéresser ou préoccuper la Chambre. A mon avis, chaque député a le droit de poser toutes les questions qui, selon lui, se rapportent aux crédits à l'étude et le ministre doit avoir l'occasion d'y répondre.

En fin de compte, il y a deux excellentes façons de déterminer s'il y a abus. La première a trait au bon sens du député en cause et, la seconde, c'est que lors des prochaines élections les électeurs laisseront les députés qui ne font pas preuve de bon sens, chez eux.

Une voix: Bien des vôtres ne l'ont pas fait.

L'hon. M. McIlraith: Je pourrais riposter en faisant certaines observations au sujet de députés d'en face, mais je n'en vois pas l'utilité. Je m'en abstiendrai. Je suis bien sûr que chacun d'eux pourrait répliquer de la même façon. Cela ne nous mènerait nulle part. J'exhorte encore une fois les députés à étudier le problème qui se pose à la Chambre et à essayer de trouver un moyen de le résoudre. S'ils ont des solutions à proposer, en tant que leader de la Chambre, je me ferai un plaisir de les entendre.

M. Douglas: Nous essayons depuis dix minutes de faire adopter le premier crédit. Il ne sert pas à grand-chose de sermonner le comité si nous consentons à adopter le crédit. Personne ne s'y est opposé, à condition qu'on nous promette que nous pourrions soulever ces questions lors de l'étude d'autres crédits.

M. le président suppléant: Le crédit est-il adopté?

L'hon. M. Starr: Nous sommes prêts à l'adopter maintenant sans un autre mot, mais si quelqu'un veut participer à la discussion, nous avons trois ou quatre députés à qui nous avons demandé de collaborer en remettant